

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/WPGR/W/11/Add.10**

2 décembre 1996

(96-5056)

**Groupe de travail des règles de l'AGCS**

Original: anglais

## COMMUNICATION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES ET DE LEURS ETATS MEMBRES

### Réponse au questionnaire sur les marchés publics de services

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de travail des règles de l'AGCS à la demande des Communautés européennes et de leurs Etats membres.

#### Remarques liminaires

1. Les réponses au questionnaire sur les marchés publics de services constituent un exposé du régime applicable au niveau des Communautés européennes, qui repose sur les principes généraux de la non-discrimination tels qu'ils sont énoncés dans le Traité instituant la Communauté européenne (Traité CE) et les directives d'application de ces principes au niveau communautaire (appelées droit dérivé).

2. Dans leurs réponses, les Etats membres expliquent comment ils ont transposé le régime communautaire au niveau national, tout en indiquant, dans la mesure nécessaire, les règles nationales qui régissent la passation des marchés dont la valeur est inférieure aux seuils communautaires. Comme ils n'ont pas tous adopté des règles spécifiques ou distinctes pour ces marchés, certaines questions n'ont pas reçu de réponse.

3. Les Etats membres sont désignés par les abréviations suivantes:

A	Autriche	IRL	Irlande
B	Belgique	L	Luxembourg
D	Allemagne	NL	Pays-Bas
DK	Danemark	P	Portugal
E	Espagne	S	Suède
EL	Grèce	SF	Finlande
F	France	UK	Royaume-Uni
I	Italie		

4. Aucune réponse n'a été donnée aux questions du point 12 faute de données exactes. Ce fait est regrettable, mais on constate que de nombreux membres sont dans la même situation. Le manque de statistiques à ce stade devrait être considéré comme un encouragement à pousser cette partie des travaux.

## I. REGIMES EXISTANTS DE PASSATION DES MARCHES

### Définition

#### 1. **Quelle est la définition des marchés publics qui est utilisée pour remplir ce questionnaire?**

Les marchés publics sont des contrats écrits conclus à titre onéreux par les pouvoirs publics, les organismes semi-publics et les entreprises de services publics chargées de la distribution de l'eau et de l'énergie, des transports et des télécommunications, auxquels s'appliquent les dispositions pertinentes du droit communautaire.

Pour les marchés d'une valeur supérieure à certains seuils, les entités en question sont soumises à un régime commun au niveau des Communautés européennes. Dix-sept catégories de services (y compris les services de construction) sont soumises à l'ensemble des obligations énoncées dans la législation pertinente. Les règles applicables aux marchés d'une valeur inférieure aux seuils sont définies par la législation nationale, conformément aux principes généraux du droit inscrits dans le Traité CE.

### Structure administrative

#### 2. **Comment sont administrées les activités dans le domaine des marchés publics? Jusqu'à quel point les activités sont-elles centralisées? Prière d'indiquer l'identité de tous organismes centraux de passation des marchés et leurs responsabilités respectives.**

L'administration des activités dans le domaine des marchés publics varie selon le type de marché, l'entité adjudicatrice et le pays où elle se trouve.

A. Les activités dans le domaine des marchés publics ne sont pas centralisées; chaque organisme public est responsable de ses propres marchés de fournitures et de services.

B. Il y a une législation fédérale, mais la passation et l'exécution des marchés sont du ressort de chaque entité adjudicatrice, conformément aux lois, réglementations et autres textes juridiques. Il n'existe donc aucun organisme central spécialisé dans l'adjudication des marchés publics.

D. En principe, chaque administration passe ses propres marchés, de sorte que les activités sont essentiellement décentralisées. Les achats centralisés, qui sont exceptionnels, ne sont effectués que par le Service des marchés publics du Ministère fédéral de l'intérieur pour les demandes émanant de ce ministère, par le service des marchés publics de l'armée pour les demandes émanant de l'armée, et par le service des marchés publics du *Land* de Hesse pour les demandes émanant de ce *Land*.

DK. Le régime danois des marchés publics est essentiellement décentralisé, tant au niveau du gouvernement central qu'à celui des collectivités territoriales. Au sein des différentes administrations, le degré d'indépendance de chaque subdivision (organisme, institution, etc.) va d'une assez grande indépendance et à une assez grande centralisation.

La Société nationale des marchés publics du Danemark (*Statens og Kommunernes Indkøbsservice A/S*), entreprise publique à 100 pour cent, offre la possibilité de passer des marchés au moyen de contrats-cadres faisant l'objet d'appels d'offres, mais les institutions publiques ne sont nullement tenues de faire appel à elle. Le recours - facultatif - à cette formule, plutôt qu'au marché "direct", sur la base d'un contrat entre une administration et un fournisseur varie selon les domaines. On ne peut pas dire que la Société nationale des marchés publics

du Danemark occupe une position dominante dans l'un quelconque des segments de marchés publics. Certaines collectivités territoriales ont passé des arrangements similaires de coopération dans le domaine des marchés publics.

E. Les activités dans le domaine des marchés publics sont administrées conformément aux règles énoncées dans les dispositions législatives, réglementaires et administratives applicables en la matière. Elles sont décentralisées. Chaque pouvoir adjudicateur passe ses propres marchés. Seuls les marchés jugés par l'Etat comme étant d'intérêt commun sont centralisés. Les organismes d'achat de l'Etat (*Administración General del Estado*) sont les suivants: départements ministériels, organismes autonomes et entités de droit public (y compris les universités). Les organismes d'achat des subdivisions régionales (*Comunidades Autónomas*) sont les suivants: les 17 régions et deux villes dotées du même régime, qui ont un système analogue à celui de l'Etat, les départements (*Consejerías*), les organismes autonomes et les entités de droit public (y compris les universités). Les organismes d'achat au niveau local (*Administración local*) sont les suivants: les institutions provinciales (*Diputaciones Provinciales*), les municipalités (*Ayuntamientos*), les entités constituées de plusieurs municipalités, les organismes autonomes et les entités de droit public, dans la mesure où elles existent.

EL. Selon le régime administratif grec, la législation sur les marchés d'études et de travaux publics est du ressort du Secrétariat général des travaux publics du Ministère de l'environnement, de l'aménagement du territoire et des travaux publics. L'Etat compte mettre en oeuvre la Directive n° 92/50 sur les marchés publics de services et confier les responsabilités correspondantes au Ministère de l'économie nationale. La Directive n° 93/38 sur les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications n'a pas encore été incorporée dans la législation grecque en raison d'une période de transition qui doit prendre fin le 1er janvier 1998.

F. Les marchés passés par l'Etat sont préparés, attribués et signés par des hauts fonctionnaires jouissant de pouvoirs spéciaux. Les personnes habilitées à attribuer des marchés publics sont, d'une part, les directeurs des administrations centrales (au nombre d'environ 200) et, de l'autre, les chefs administratifs (préfets) des régions et provinces (départements). Les marchés publics attribués par les entités locales (municipalités et groupes de municipalités, au nombre d'environ 36 000; provinces, au nombre d'environ 150, régions; au nombre de 26), les établissements publics nationaux (environ 800) et les établissements publics locaux (environ 8 000) sont passés par le représentant légal de l'entité concernée (maire, président, directeur général). Les marchés publics attribués par les entreprises publiques ou les entreprises privées qui ont des droits spéciaux ou exclusifs (Directive n° 93/38) sont signés par le président ou le directeur de l'entreprise autorisé à cette fin.

Le gouvernement et le Parlement adoptent la législation applicable par les collectivités territoriales et les établissements publics, sans intervention des représentants de l'Etat. Toutefois, les services de l'Etat contrôlent l'application de la législation sur les marchés publics par les entités adjudicatrices et peuvent, le cas échéant, saisir le juge compétent pour qu'il se prononce sur une violation alléguée.

IRL. En Irlande, les marchés publics sont essentiellement organisés sur la base de la délégation de responsabilité à chaque pouvoir adjudicateur: ministères et services gouvernementaux, autorités locales, établissements autonomes de santé publique et d'enseignement, et autres organismes répondant à la définition du secteur public conformément aux règles de l'UE ou aux règles nationales. Les activités dans le domaine des marchés publics ne sont donc guère centralisées.

Une petite partie des marchés publics est passée par l'intermédiaire d'un organisme dénommé Office des travaux publics (marchés de travaux pour les organismes du gouvernement central, les parcs, les musées, les voies navigables intérieures et certains équipements touristiques). L'une des divisions de cet office, le Service d'approvisionnement de l'Etat, centralise les marchés pour les organismes du gouvernement central, y compris la police, en ce qui concerne l'habillement, le carburant, les véhicules, les meubles et les services d'impression et de publication. Le Département de l'environnement et le Département de la santé, qui font office de trésorier pour, respectivement, les autorités locales et les établissements de santé, exercent une très grande influence sur les marchés passés par ces organismes, mais ne jouent aucun rôle de centralisation dans la passation des marchés.

Tous les autres marchés sont passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés ci-dessus, sauf dans certains cas, lorsque des organismes régionaux et des établissements de santé s'entendent pour grouper leurs achats.

L. Les marchés publics ne sont pas centralisés. Chaque entité adjudicatrice passe ses propres marchés. Ces entités sont l'administration centrale, les autorités locales, les entités intercommunales, les établissements publics ou les entités privées (entreprises de services publics). L'entité adjudicatrice la plus importante est le Ministère des travaux publics, qui est aussi compétent en ce qui concerne la législation sur les marchés publics et l'application des directives de la Communauté européenne.

NL. Aux Pays-Bas, la politique et les activités dans le domaine des marchés publics sont décentralisées, c'est-à-dire que chaque entité est responsable de ses propres marchés et du respect de la réglementation applicable. Il n'y a pas d'autre législation centrale sur les marchés de services que les dispositions énoncées dans les directives communautaires. Le Ministère des affaires économiques est chargé de transposer les réglementations internationales dans la législation nationale et diffuse des informations sur leur application. Les entités adjudicatrices sont indiquées dans les annexes de l'Accord sur les marchés publics et des directives communautaires.

P. Les marchés de services ne sont centralisés par aucune entité en particulier.

S. Chacune des administrations, entreprises de services publics ou entreprises, fondations, associations, etc. visées au point 1 est un acheteur à part entière. Elle est responsable de ses propres marchés et du respect des règles applicables en la matière. Il y a toutefois en Suède un certain degré de coordination pour les marchés de l'Etat. La Direction nationale du contrôle de la gestion publique (*Riksrevisionsverket*) autorise diverses administrations à signer des accords-cadres pour le compte du gouvernement. Ces accords-cadres sont facultatifs. Seules les administrations relevant juridiquement du gouvernement peuvent passer des sous-commandes au titre de ces accords. Les entreprises publiques ne peuvent donc en bénéficier.

En Suède, le *Nämnden för offentlig upphandling* (NOU), qui emploie neuf personnes dont six conseillers juridiques, est une administration chargée de superviser tous les marchés publics du pays, tels qu'ils sont définis dans la Loi sur les marchés publics et les règles de l'Accord sur les marchés publics et du GATT. Il peut recueillir tous les renseignements nécessaires auprès des acheteurs pour s'acquitter de sa tâche. Ces renseignements sont normalement présentés sous forme écrite, mais ils peuvent aussi (en raison du volume de la documentation, de l'urgence ou d'autres circonstances) être recueillis sur place par des représentants de l'administration. Le NOU ne peut imposer de sanctions s'il constate que l'acheteur a enfreint la Loi sur les marchés publics, mais il peut prendre une décision qui pourra ensuite être invoquée lors d'une demande de dédommagement présentée devant le tribunal de district.

SF. En Finlande, la responsabilité générale de la législation sur les marchés publics incombe au Ministère du commerce et de l'industrie. Toutefois, les activités dans le domaine des marchés publics sont décentralisées au sens où chaque entité adjudicatrice est responsable de ses propres pratiques en matière de passation des marchés.

UK. Au Royaume-Uni, il n'existe pas de régime national des marchés publics et il n'y avait aucune législation en la matière avant l'application des règles communautaires. Les marchés sont passés selon le principe du meilleur rapport qualité/prix, ce qui permet d'éviter toute discrimination. Des conseils sont fournis, au niveau central, par le Service central des marchés publics du Trésor, mais les ministères, les autorités locales et les entreprises de services publics sont responsables de leurs propres marchés. Les dépenses des ministères sont vérifiées par la Commission des comptes publics du Parlement, par l'intermédiaire de la Cour des comptes. Les autorités locales doivent respecter une législation spécifique concernant leurs marchés et leurs activités font l'objet d'un examen minutieux de la part de la Commission de vérification des comptes. Une part importante des marchés passés par les ministères est attribuée par l'intermédiaire ou sur les conseils des organismes centraux d'achat suivants, l'Office des publications de sa Majesté (HMSO), l'Office central de l'information (COI), le Service des achats (TBA) et le Centre d'informatique du gouvernement (CCTA). Toutefois, les ministères ne sont pas tenus de faire appel aux services de ces organismes.

#### Lois et réglementations en vigueur

**3. a) Prière d'indiquer les lois, règlements, règles, directives, décrets, décisions et autres mesures régissant les marchés publics. Quel en est le champ d'application? En particulier, prière de mentionner les exemptions qui pourraient exister. Prière d'indiquer succinctement le contenu de chacune de ces mesures.**

- i) Au niveau communautaire, les règles générales applicables aux marchés publics sont issues du Traité de Rome. Elles ont été complétées par plusieurs directives, notamment en ce qui concerne les procédures.

Les principaux articles du Traité CE qui ont des conséquences sur les marchés publics sont les articles 6 (interdiction de toute discrimination exercée en raison de la nationalité), 30 et suivants (interdiction des restrictions quantitatives à l'importation et de toutes mesures d'effet équivalent), 52 et suivants (droit d'établissement sur le territoire d'un autre Etat membre) et 59 et suivants (libre prestation des services).

Le droit dérivé a pour objet l'application de ces principes généraux aux situations concrètes. Il y a ainsi un groupe de directives du Conseil qui fixent les procédures à respecter pour les marchés publics. Ces directives, qui doivent être transposées au niveau national, visent à harmoniser les procédures à suivre par chaque Etat membre chaque fois qu'un marché d'une valeur supérieure à un certain seuil doit être attribué.

Pour les marchés d'une valeur inférieure à un certain seuil, les règles nationales n'ont pas à être conformes aux directives communautaires, mais les règles générales énoncées dans le Traité restent d'application. Il s'ensuit que, au-dessous du seuil, les règles nationales ne sont pas uniformes. Chaque Etat membre applique donc ses propres règles, qui doivent néanmoins respecter les principes généraux énoncés dans le Traité, notamment la non-discrimination concernant les fournitures et les services.

Les directives se divisent en deux catégories: celles qui régissent les domaines traditionnels des marchés publics (Directives applicables aux pouvoirs publics ou Directives concernant les secteurs traditionnels) et celles qui concernent les marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (Directives applicables aux entreprises de services publics ou Directives concernant les secteurs "exclus"). A ces deux catégories s'ajoutent deux directives sur les recours. Bien qu'elles diffèrent à plusieurs égards, les deux catégories reposent sur les principes suivants: interdiction de la discrimination; libre accès à tous les fournisseurs de la Communauté européenne et transparence des procédures d'adjudication; indication précise de la procédure d'adjudication qui a été choisie parmi les procédures autorisées; respect des prescriptions techniques et transparence des procédures de sélection des fournisseurs et d'adjudication des marchés grâce à l'application de critères objectifs qui doivent être connus d'avance.

ii) Les directives applicables aux pouvoirs publics: les pouvoirs adjudicateurs au sens de ces directives sont l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes de droit public.

- La Directive n° 93/36 du Conseil, telle que modifiée, porte coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures (Directive sur les fournitures). Elle ne s'applique pas aux services.
- La Directive n° 93/37 du Conseil, telle que modifiée, porte coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux (Directive sur les travaux). Elle s'applique aux marchés passés entre un entrepreneur et un pouvoir adjudicateur soit pour l'exécution, soit conjointement pour l'exécution et la conception, de travaux de bâtiment ou de génie civil, en plus des marchés de fournitures auxiliaires et de services nécessaires à l'exécution de ces travaux.
- La Directive n° 92/50 du Conseil, telle que modifiée, porte coordination des procédures de passation des marchés publics de services (Directive sur les services). Elle porte sur tous les marchés passés entre un pouvoir adjudicateur et un prestataire de services qui ne sont pas encore visés par les autres directives applicables aux marchés publics. Les services sont divisés en deux catégories: les services prioritaires, régis par un ensemble complet de règles, et les autres services, pour lesquels les prescriptions sont beaucoup moins détaillées (voir les articles 8 à 10). Les services prioritaires sont énumérés à l'annexe IA de la directive et comprennent les services qui ont le plus à voir avec le commerce transfrontalier. L'annexe IB contient la liste des services qui sont apparemment moins susceptibles d'être soumis à la concurrence au niveau européen. Cette seconde catégorie bénéficie d'un régime plus souple: seuls sont obligatoires les règles communes relatives aux spécifications techniques et les avis d'information après adjudication.

Certains marchés sont cependant exclus du champ de cette directive: les marchés qui ont pour objet l'acquisition ou la location, quelles qu'en soient les modalités financières, de terrains, de bâtiments existants ou d'autres biens immeubles ou qui concernent des droits sur ces biens (toutefois, les contrats de services financiers conclus parallèlement, préalablement ou consécutivement au contrat d'acquisition ou de location, sous quelque forme que ce soit, sont soumis à la directive); les marchés visant l'achat, le développement, la production ou la coproduction de programmes par des organismes de radiodiffusion et les marchés concernant les temps de diffusion; les marchés qui

ont pour objet les services de téléphonie vocale, de télex, de radiotéléphonie, de radiomessagerie et de communications par satellite; les marchés visant les services d'arbitrage et de conciliation; les marchés de services financiers relatifs à l'émission, à l'achat, à la vente et au transfert de titres ou d'autres instruments financiers; les marchés de l'emploi; et les marchés de services de recherche et de développement autres que ceux dont les fruits appartiennent exclusivement au pouvoir adjudicateur pour son usage dans l'exercice de sa propre activité, pour autant que la prestation du service soit entièrement rémunérée par le pouvoir adjudicateur (article premier). En outre, la directive ne s'applique pas aux marchés publics de services attribués à une entité qui est elle-même un pouvoir adjudicateur au sens de l'article premier, point b), de la directive (article 6).

Cette directive s'applique aux marchés publics de services attribués dans le domaine de la défense, sauf lorsqu'ils sont visés par la clause de sécurité nationale (article 223 du Traité).

- La Directive n° 89/665 du Conseil, telle que modifiée, porte coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des procédures de recours en matière de passation des marchés publics de fournitures et de travaux, ainsi que de services publics (Directive sur les recours publics). Elle prévoit la création (si elles n'existent pas encore) de juridictions dotées de pouvoirs réels de régler les litiges qui peuvent surgir entre les pouvoirs adjudicateurs et les entreprises, prestataires de services ou particuliers.

iii) Les directives applicables aux entreprises de services publics: secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications.

- La Directive n° 93/38 du Conseil, telle que modifiée, porte coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (Directive applicable aux entreprises de services publics). Elle régit les marchés passés par les entreprises publiques ou privées de services publics qui opèrent dans ce que l'on appelle les "anciens secteurs exclus" de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications sur la base de droits spéciaux ou exclusifs concédés par l'administration compétente. Les règles applicables à ces secteurs sont plus souples que pour les secteurs traditionnels des marchés publics. En ce qui concerne les services, ils sont divisés en deux catégories, comme dans la Directive sur les services (articles 15 à 17).
- La Directive n° 92/13 du Conseil, telle que modifiée, porte coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des règles communautaires sur les procédures de passation des marchés des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (Directive sur les recours en matière de services publics). Elle prévoit aussi la création (si elles n'existent pas encore) de juridictions dotées de pouvoirs réels de régler les litiges qui peuvent surgir entre les pouvoirs adjudicateurs et les entreprises, prestataires de services ou particuliers dans les secteurs concernés.

- iv) Comme on l'a indiqué, les directives communautaires ne sont pas applicables aux marchés mineurs, c'est-à-dire à ceux dont la valeur est inférieure aux seuils. Ces seuils sont les suivants (secteurs classiques): 5 millions d'écus pour les travaux et 200 000 écus pour les services. En ce qui concerne les anciens secteurs exclus, les seuils peuvent varier: 5 millions d'écus pour les travaux, 600 000 écus pour les services (dans le domaine des télécommunications) et 400 000 écus pour les services (dans les trois autres secteurs). En tout état de cause, les dispositions générales du Traité - en particulier le principe de la non-discrimination et la libre circulation des services - s'appliquent aux marchés mineurs.
- v) Au niveau des Etats membres, la législation nationale est conforme aux règles communautaires. Elle s'applique en outre aux marchés mineurs non visés par les directives communautaires.

A. La réglementation concernant les marchés d'une valeur supérieure aux seuils est conforme aux directives de l'UE. En ce qui concerne les entités du gouvernement central, elles sont spécifiées dans la loi fédérale *Bundesvergabegesetz 1993*, en cours de révision. Les neuf *Länder* autrichiens suivent chacun leurs propres règles et réglementation en matière de marchés publics, établies à partir de la norme commune ONORM A-2050, qui correspond aux directives de l'UE. La réglementation fédérale applicable aux marchés d'une valeur inférieure aux seuils se fonde également sur cette norme, dont les principes fondamentaux sont notamment l'égalité de traitement des soumissionnaires et la non-discrimination. La version modifiée de la *Bundesvergabegesetz* impose le respect de la norme ONORM A-2050 pour les marchés d'une valeur inférieure aux seuils. Les réglementations appliquées par les neuf *Länder* pour ces marchés varient, mais elles se fondent, dans la plupart des cas, sur cette norme.

B. La législation sur les marchés publics de fournitures, de travaux et de services relève des autorités fédérales, qui ont promulgué une loi et des règlements d'application (arrêtés royaux). Elle s'applique à tout contrat, quelle qu'en soit la valeur, conclu à titre onéreux par les pouvoirs publics. Les règles applicables aux marchés d'une valeur inférieure aux seuils communautaires ou aux seuils fixés dans l'Accord sur les marchés publics sont en grande partie harmonisées avec les règles énoncées dans les directives et dans l'Accord.

D. Les bases de la législation allemande sur les marchés sont les points a) à c) de l'article 57 de la Loi fondamentale budgétaire (*Haushaltsgrundsätze-gesetz*). Le point a) de cet article définit les groupes de pouvoirs adjudicateurs. Les points b) et c) portent sur les procédures de recours en cas de violation des dispositions relatives aux marchés. En matière d'adjudication des marchés, les pouvoirs adjudicateurs allemands sont tenus de respecter les réglementations suivantes: la *Verdingungsordnung für Leistungen*, VOL/A (Code d'adjudication des marchés publics de fournitures, y compris les services mais non compris les marchés de travaux publics); et la *Verdingungsordnung für Bauleistungen*, VOB/A (Code d'adjudication des marchés de travaux publics). Chacun de ces codes est divisé en quatre sections. En ce qui concerne le premier code, la première section contient les dispositions relatives à l'adjudication, au niveau national, des marchés de fournitures et de services d'une valeur inférieure aux seuils communautaires, la deuxième, les dispositions transposant les réglementations énoncées dans la Directive n° 93/36 sur les fournitures et, à l'avenir, celles énoncées dans la Directive n° 92/50 sur les services (si le marché dépasse les seuils communautaires, les pouvoirs adjudicateurs doivent se conformer à cette section), la troisième, les dispositions applicables aux entités adjudicatrices publiques opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, qui sont conformes à la Directive n° 93/38 applicable aux entreprises de services publics, et la quatrième, les dispositions qui transposent cette directive pour les entités adjudicatrices privées. Le second code est divisé de la même façon: la première section



contient la réglementation nationale relative à la passation des marchés de travaux publics d'une valeur inférieure aux seuils communautaires, la deuxième, la réglementation qui transpose la Directive n° 93/37 sur les marchés publics de travaux et concerne donc les marchés d'une valeur supérieure aux seuils communautaires, la troisième, les dispositions qui transposent la Directive applicable aux entreprises de services publics pour les entités adjudicatrices publiques, et la quatrième, les dispositions qui transposent cette directive pour les entités adjudicatrices privées.

DK. Les deux réglementations suivantes s'appliquent aussi aux marchés dont la valeur est inférieure aux seuils: la Circulaire du 14 avril 1989, promulguée par l'Office du logement et de la construction, qui dispose que les marchés de travaux publics et les marchés de travaux subventionnés par l'Etat doivent faire l'objet d'un appel d'offres, et la Circulaire du 1er mars 1994, promulguée par le Ministère des finances, qui impose aux institutions du gouvernement central de procéder régulièrement à une étude du marché en vue de sous-traiter éventuellement une activité donnée.

E. La législation de base est la Loi n° 13/1995 sur les marchés publics, en date du 18 mai. Cette loi s'applique à l'Etat, aux régions, aux administrations locales, aux organismes autonomes et aux entités de droit public qui ont leur propre personnalité morale et sont liées à une administration publique créée dans l'intérêt général ou dont l'activité est essentiellement financée par les pouvoirs publics ou dont la direction est contrôlée par les pouvoirs publics ou dont les instances de direction se composent en majorité de personnes nommées par les pouvoirs publics ou d'autres entités de droit public. Le décret d'application de cette loi est le Décret royal n° 390/1996 du 1er mars. A ces textes de base s'ajoutent la Loi n° 30/1992 du 26 novembre sur le régime juridique des administrations publiques et la procédure administrative commune et la Loi n° 7/1985 du 2 avril sur les administrations locales. Il existe en outre quelques réglementations spécifiques promulguées par les régions.

EL. Pour les marchés de travaux publics dont la valeur est inférieure aux seuils fixés par la Directive n° 93/37, la Grèce applique la Loi n° 1418/84 (modifiée notamment par la Loi n° 2299/94, la Loi n° 2308/95, la Loi n° 2372/96 et divers décrets présidentiels), qui transpose les dispositions générales du Traité. Il est recouru, dans la plupart des cas, à une procédure d'appel d'offres ouverte ou restreinte et, exceptionnellement, à une procédure négociée. Pour les marchés de travaux publics dont la valeur est égale ou supérieure à 5 millions d'écus, la Grèce applique les dispositions du Traité et de la Directive n° 93/37, qui ont été incorporées dans la législation nationale au moyen de décrets présidentiels successifs (notamment les Décrets n° 23/93 et n° 85/95). Pour tous les marchés relatifs à la conception et à l'exécution de travaux publics, les appels d'offres et le suivi ont lieu à trois niveaux: central, périphérique et local. En ce qui concerne les marchés publics de services, il n'y a pas actuellement de législation systématique et générale, la Directive n° 92/50 devant encore être incorporée dans la législation nationale. Pour les marchés publics de services dont la valeur est inférieure au seuil de 200 000 écus, la Grèce applique la Loi n° 2362/95 (articles 82 et 83), qui prévoit des appels d'offres. La passation de marchés publics de services à l'issue d'une procédure plus simple ou négociée est autorisée à titre exceptionnel. Il existe aussi une législation spéciale pour les marchés d'études se rapportant aux travaux publics, mais elle doit être modifiée en attendant l'incorporation de la Directive n° 92/50. La procédure applicable aux marchés publics de services passés par les entreprises de services publics figurera dans la législation à venir qui incorporera la Directive n° 93/38.

F. Tous les marchés attribués par l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes publics suivent les règles énoncées dans le Code des marchés publics, qui regroupe tous les textes relatifs à l'adjudication des marchés publics. Ces règles sont analogues à celles qui

figurent dans les directives communautaires, encore que certains délais soient différents. Le Code établit le principe général du libre accès des candidats aux marchés publics et celui de l'égalité de traitement des candidats et des soumissionnaires. Il dispose que les marchés sont généralement attribués à l'issue d'un appel d'offres et limite les cas où une procédure négociée peut être appliquée.

I. Le régime en vigueur en Italie dans le domaine des marchés publics de services a été réglementé par deux décrets législatifs, c'est-à-dire deux lois déléguées au gouvernement par le Parlement. Le premier, le Décret législatif n° 157 du 17 mars 1995, a transposé dans la législation italienne la Directive n° 92/50 (marchés publics de services dans les secteurs traditionnels). Le second, le Décret législatif n° 158 du 17 mars 1995, a transposé les Directives n° 90/531 et n° 93/38 relatives aux secteurs dits exclus.

IRL. Il n'existe, dans le droit irlandais, aucune disposition relative aux marchés publics à part les obligations qui découlent de l'adhésion du pays à la Communauté européenne, de son accession à l'OMC ou à d'autres instruments internationaux. L'Irlande a donné force de loi à toutes les directives de l'UE relatives aux marchés publics en promulguant des décisions réglementaires, c'est-à-dire des décrets qui transposent directement les directives dans le droit irlandais.

En ce qui concerne les marchés d'une valeur inférieure aux seuils communautaires, il n'existe aucune réglementation juridiquement obligatoire; les entités publiques sont toutefois tenues de suivre les directives nationales publiées par le Ministère des finances, dont la dernière version date de 1994. Ces directives énoncent les prescriptions à respecter pour passer des marchés d'une valeur inférieure ou supérieure aux seuils. Elles s'appliquent aux "ministères, collectivités territoriales et autres organismes financés par l'Etat, pour la passation des marchés du secteur public (y compris l'acquisition, la location et la cession de biens publics)". Il est en outre précisé que les organismes publics commerciaux ou non commerciaux doivent se conformer aux principes généraux des procédures de marchés publics et que les procédures en matière d'exonération fiscale sont obligatoires dans tous les cas. Bien que ces directives n'aient pas officiellement force de loi, leur non-respect risque évidemment d'attirer les critiques du Ministère des finances, du Parlement, des commissaires aux comptes et des médias. Les acheteurs connaissent en outre l'argument selon lequel ce non-respect peut constituer un manquement à l'obligation de représentation ou à l'obligation contractuelle qui leur est faite de s'assurer que la soumission est conforme aux directives publiées pertinentes.

L. La loi principale est la Loi sur les marchés publics de fournitures et de travaux (4 avril 1974), fondée sur les principes de non-discrimination inscrits dans le Traité de Rome. Les directives communautaires sont appliquées au moyen de deux réglementations spéciales: une pour les secteurs classiques (datée du 27 janvier 1994 et modifiée le 31 mai 1996) et une pour les services publics (datée du 2 février 1996). Une loi du 21 décembre 1989 a transposé la Directive sur les recours; elle sera modifiée de façon à transposer aussi la Directive sur les recours en matière de services publics.

NL. Les directives communautaires ont été transposées dans la *Raamwet EEG-voorschriften aanbestedingen* (Loi-cadre sur la réglementation de la CEE concernant les marchés publics) du 13 mars 1993 (Staatsblad 1993, 212), entrées en vigueur le 12 avril 1993. En application de cette loi-cadre, deux décrets sectoriels ont été adoptés:

- *Bestluit aanbestedingen nutssector* (Décret sur les marchés dans le secteur des services publics) (Staatsblad 1993, 305), entré en vigueur le 21 avril 1993.

- *Bestluit overheidsaanbestedingen* (Décret sur les marchés publics) (Staatsblad 1993, 305, modifié en 1994, Staatsblad 1994, 379), entré en vigueur le 1er juillet 1993. Ce décret s'applique aux marchés publics de fournitures, de services et de services de construction.

Les directives communautaires sont transposées dans la législation nationale.

En outre, l'*Uniform Aanbestedingsreglement EG 1991* (Réglementation harmonisée concernant les marchés publics de la Communauté européenne) (UAR-EG, Staatscourant 228, 1991, modifiée en 1995, Staatscourant 1995, 103) énonce les conditions et les procédures normalisées à respecter par le gouvernement central pour les services de construction.

Les Pays-Bas n'ont pas de législation nationale spécifique pour les marchés publics de fournitures et de services d'une valeur inférieure aux seuils. En ce qui concerne les services de construction, l'*Uniform Aanbestedingsreglement 1986* (Réglementation harmonisée concernant les marchés publics) (UAR 1986, Staatscourant 118, 1986) énonce les conditions et les procédures normalisées à respecter par le gouvernement central pour les services de construction dont la valeur est inférieure aux seuils.

Les dispositions des deux Directives communautaires sur les recours (n° 89/665 et n° 92/13) figuraient déjà dans la législation nationale (Code civil). Il n'a donc pas été nécessaire de les transposer.

P. Les règles qui régissent les marchés publics au Portugal sont le Decreto-Lei n° 55/95, modifié par le Decreto-Lei n° 80/96. Les marchés publics de fournitures et de services informatiques sont régis par le Decreto-Lei n° 64/94, et les marchés de travaux, par le Decreto-Lei n° 405/92.

S. La Suède a incorporé les directives communautaires pertinentes dans sa Loi sur les marchés publics (1992:1528) (*Lagen om Offentlig Upphandling, LOU*), qui a été révisée en conséquence (1993:1468) et réimprimée dans le registre des lois promulguées (*Svensk Författningssamling, SFS*). Cette loi a ensuite été modifiée à plusieurs reprises (1994:614, 1995:704 et 1996:433). La Suède a aussi adopté des règles nationales applicables aux marchés publics d'une valeur inférieure aux seuils. Ces règles s'appliquent aux mêmes acheteurs et aux mêmes types de marchés (fournitures, services et travaux publics) que ceux qui sont régis par la réglementation communautaire, mais elles ne sont pas aussi détaillées. Les exemptions accordées pour les marchés d'une valeur supérieure aux seuils sont également valables pour les marchés d'une valeur inférieure aux seuils.

SF. La Finlande a transposé intégralement toutes les directives communautaires sur les marchés publics. Outre les règles communautaires, qui ne s'appliquent qu'aux marchés d'une valeur supérieure à certains seuils, elle a complété sa législation intérieure par des règles également applicables aux marchés d'une valeur inférieure aux seuils. La Loi sur les marchés publics (n° 1505/92, modifiée par la Loi n° 1523/94) s'applique à tous les marchés publics quelle qu'en soit la valeur. Elle dispose que les principes de non-discrimination et de transparence doivent s'appliquer quelle que soit la valeur du marché. Les marchés passés sans appel d'offres ne sont autorisés que pour des raisons particulières. La Loi inclut en outre des dispositions sur les recours judiciaires.

Il y a aussi deux décrets sur les procédures à appliquer par les entités publiques (c'est-à-dire les municipalités; les autres organismes publics et les entreprises de services publics ne sont pas concernés), qui portent sur les marchés d'une valeur inférieure aux seuils communautaires.

Ils énoncent certaines conditions de base à respecter en matière de procédure pour la passation de ces marchés. Le Décret sur les marchés publics (n° 1416/93) s'applique aux marchés de fournitures et de services. Certaines de ses dispositions (par exemple celles qui concernent l'ouverture des plis, la publicité ou les garanties) s'appliquent aussi aux marchés d'une valeur supérieure aux seuils passés par des entités publiques.

UK. Les directives communautaires ont été transposées au Royaume-Uni, mais il n'existe aucune loi régissant les marchés d'une valeur inférieure aux seuils.

**b) Le régime de passation des marchés fait-il une distinction entre marchés de fournitures et marchés de services? Dans l'affirmative, de quelle manière les règles s'appliquent-elles dans le cas de marchés combinés comportant à la fois des fournitures et des services?**

Le régime communautaire fait la distinction entre marchés de fournitures et marchés de services (voir plus haut). Toutefois, ces différences sont minimales et, au niveau des Etats membres, il n'y a souvent qu'un ensemble de règles. Ainsi, en France, les règles sont en principe identiques pour les fournitures et les services, sauf dans le cas des concours suivis par une prestation de services (procédure fréquemment employée pour certains marchés de travaux).

Si un marché public comporte à la fois des fournitures au sens de la Directive sur les fournitures et des services au sens de la Directive sur les services, il est considéré comme un marché de services si la valeur de ces derniers excède celle des fournitures. Dans le cas d'un marché de travaux, un jugement de la Cour européenne de justice précise que la Directive sur les travaux ne s'applique pas si les travaux en question sont accessoires à l'objet principal de l'adjudication (Gestion Hotelera, ECR, 1994, I-1329).

#### Procédures de passation des marchés appliquées

#### **4. a) Quelles procédures sont suivies dans le processus de passation des marchés?**

Il y a trois grandes procédures de passation des marchés, plus une quatrième ("concours") particulière aux marchés de services:

- La procédure ouverte: tout prestataire de services intéressé peut soumissionner.
- La procédure restreinte: seuls les prestataires de services qui y ont été invités par le pouvoir adjudicateur peuvent soumissionner.
- La procédure négociée: le pouvoir adjudicateur consulte certains prestataires de services et négocie les conditions du marché avec un ou plusieurs d'entre eux (habituellement trois au moins).
- Le concours: cette procédure permet au pouvoir adjudicateur d'acquérir un plan ou un projet qui est choisi par un jury après mise en concurrence avec ou sans attribution de primes. Les concours peuvent être organisés dans le cadre d'une autre procédure de passation d'un marché de services ou, au contraire, constituer une procédure indépendante (article 13 de la Directive sur les services).

**b) Dans quelles circonstances des procédures différentes sont-elles utilisées? Par exemple, si la méthode utilisée dépend de la valeur du marché, les valeurs de seuil devraient être indiquées.**

i) Secteurs traditionnels

Selon les directives sur les travaux et sur les services, les pouvoirs adjudicateurs sont entièrement libres de choisir entre la procédure ouverte et la procédure restreinte. Seule la procédure négociée, avec ou sans publication préalable d'un avis de marché, est limitée à des situations particulières (voir respectivement les articles 7 et 11).

ii) Secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications

Les pouvoirs adjudicateurs peuvent choisir l'une quelconque des procédures prévues, à condition qu'il y ait eu mise en concurrence. Cette mise en concurrence préalable peut être évitée dans certaines circonstances (voir l'article 20.2 de la Directive applicable aux entreprises de services publics).

**c) Quels sont les délais pour la présentation des soumissions?**

i) Secteurs traditionnels

En cas de procédure ouverte, le délai de réception des offres fixé par le pouvoir adjudicateur ne peut être inférieur à 52 jours civils à compter de la date d'envoi de l'avis à publier. Il peut être ramené à 36 jours lorsqu'il y a eu une information préalable.

En cas de procédure restreinte ou de procédure négociée, l'offre est précédée d'une demande faite par l'entrepreneur en vue d'être invité à soumissionner. Le délai de réception de cette demande fixé par les pouvoirs adjudicateurs ne peut être inférieur à 37 jours à compter de la date d'envoi de l'avis. Dans la procédure restreinte, le délai de réception des offres ne peut être inférieur à 40 jours à compter de la date d'envoi de l'invitation écrite. Il peut être ramené à 26 jours lorsqu'il y a eu une information préalable. En cas d'urgence justifiée, ces délais peuvent être ramenés à un minimum de 15 jours pour la réception de la demande et à un minimum de dix jours pour la réception des offres.

ii) Secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications

En cas de procédure ouverte, le délai de réception des offres est le même que dans le cas des secteurs traditionnels, à savoir 52 jours (36 en cas d'information préalable).

En cas de procédure restreinte ou de procédure négociée, les délais sont différents. Le délai de réception de la demande de participation est, en règle générale, d'au moins cinq semaines à compter de la date d'envoi de l'avis ou de l'invitation et ne peut en aucun cas être inférieur au délai de publication (voir l'article 25, paragraphe 3) plus dix jours. Le délai de réception des offres peut être fixé d'un commun accord entre l'entité adjudicatrice et les candidats sélectionnés, à condition que tous les soumissionnaires bénéficient du même délai pour préparer et soumettre leurs offres. Si ce type d'accord n'est pas conclu, l'entité adjudicatrice fixe un délai qui, en règle générale, est d'au moins trois semaines et ne peut en aucun cas être inférieur à dix jours à compter de la date de l'invitation à soumissionner.

Publicité concernant les invitations à soumissionner

**5. a) De quelle manière les marchés envisagés sont-ils rendus publics? Les invitations à soumissionner sont-elles rendues publiques? Dans l'affirmative, dans quelles publications et dans quelles langues?**

Les directives prévoient des règles communes de publicité pour les procédures d'appel d'offres.

i) Secteurs traditionnels

Les pouvoirs adjudicateurs font connaître, au moyen d'un avis, leur intention de passer un marché, d'accorder une concession de travaux ou d'organiser un concours. Cet avis est envoyé à l'Office des publications officielles des Communautés européennes, qui le publie 12 jours au plus tard après son envoi (cinq en cas de procédures accélérées).

Les avis sont publiés *in extenso* au Journal officiel des Communautés européennes (supplément S) et dans la banque de données TED dans la langue originale, qui seule fait foi. Un résumé des éléments importants de chaque avis est publié dans les autres langues officielles de la Communauté, seul le texte de la langue originale faisant foi. Actuellement, les langues officielles de la Communauté sont les suivantes: allemand, anglais, danois, espagnol, finnois, français, grec, italien, néerlandais, portugais et suédois.

Outre les avis d'invitation à soumissionner, des avis d'information préalable sont publiés. Pour les marchés de travaux, les pouvoirs adjudicateurs publient des avis indicatifs contenant les caractéristiques essentielles des marchés qu'ils comptent passer. Ces avis sont publiés *in extenso* dans toutes les langues officielles de la Communauté, seul le texte de la langue originale faisant foi. Pour les autres services, les pouvoirs adjudicateurs font connaître, le plus rapidement possible après le début de leur exercice budgétaire, au moyen d'un avis indicatif, le montant total prévu des marchés de services pour chacune des catégories de services énumérées à l'annexe IA de la Directive sur les services ("services prioritaires") qu'ils envisagent de passer au cours des 12 mois suivants, lorsque le montant total estimé est égal ou supérieur à 750 000 écus. Les marchés de services non prioritaires (énumérés à l'annexe IB) ne sont pas publiés.

ii) Secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications

Dans ces secteurs, un avis de mise en concurrence est publié *in extenso* dans la langue originale au Journal officiel des Communautés européennes et dans la banque de données TED. Un résumé des éléments importants de chaque avis est publié dans les autres langues officielles de la Communauté, seul le texte de la langue originale faisant foi. Les avis sont envoyés à l'Office des publications officielles des Communautés européennes, qui les publie 12 jours au plus tard après leur envoi (cinq dans le cas des procédures accélérées).

La mise en concurrence peut revêtir quatre formes: un avis énonçant l'intention de passer un marché particulier; un avis périodique indicatif invitant les entreprises intéressées à se faire connaître (cet avis ne peut être publié plus de 12 mois avant la date d'envoi de l'invitation à confirmer son intérêt. Aucun autre avis de mise en concurrence ne sera publié); un avis sur l'existence d'un système de qualification; et un avis de mise en concurrence dans le cas des concours.

Dans le cas des marchés de travaux, les entités adjudicatrices font connaître, au moins une fois par an, au moyen d'un avis périodique indicatif, les caractéristiques essentielles des marchés de travaux qu'elles entendent passer et dont le montant estimé n'est pas inférieur au seuil. Dans le cas des autres marchés de services, l'avis périodique indicatif doit indiquer le montant total prévu des marchés de services pour chacune des catégories de services énumérées à l'annexe XVI A qu'elles envisagent de passer au cours des 12 mois suivants, si ce montant est égal ou supérieur à 750 000 écus (voir les articles 21, 22, 23 et 25 de la Directive applicable aux entreprises de services publics).

iii) Outre la publication au Journal officiel des Communautés européennes, les avis peuvent être publiés dans les journaux officiels ou la presse du pays du pouvoir adjudicateur. Toutefois, cette publication ne peut avoir lieu avant la date d'envoi à l'Office des publications officielles des Communautés européennes. Les avis en question ne peuvent contenir d'autres renseignements que ceux publiés au Journal officiel des Communautés européennes. En outre, les avis de marchés d'une valeur inférieure aux seuils communautaires ne sont pas publiés au Journal officiel. Ils sont habituellement publiés dans les journaux officiels nationaux ainsi que dans les journaux locaux, régionaux ou nationaux. On trouvera ci-après des informations spécifiques à chaque pays.

A. Les avis de marchés d'une valeur inférieure ou supérieure aux seuils sont également publiés dans la *Wiener Zeitung* ou l'*Amtlicher Lieferungsanzeiger*.

B. Les avis sont aussi publiés, quelle que soit la valeur du marché, dans le Bulletin des adjudications, organe officiel qui fait partie du Journal officiel belge ("Moniteur/Staatsblad"). Dans certains cas seulement, les procédures négociées sont dispensées de publication.

D. Les avis de marchés d'une valeur inférieure aux seuils communautaires sont publiés au Journal officiel allemand (*Bundesausschreibungsblatt*).

DK. Les avis de marchés de bâtiment et de travaux publics et de marchés d'une valeur inférieure aux seuils communautaires sont aussi publiés dans un journal spécialisé (*Licitationen*). En outre, les avis de marchés d'une valeur supérieure ou inférieure aux seuils, y compris les avis de marchés de fournitures et de services, sont parfois publiés dans les journaux nationaux (ou locaux), ou dans la presse spécialisée - les premiers uniquement après avoir été envoyés au Journal officiel des Communautés européennes. La publication nationale n'est obligatoire que pour certains marchés qui font l'objet d'un appel d'offres de la part des institutions du gouvernement central, que leur valeur soit supérieure ou inférieure aux seuils.

E. Les marchés d'une valeur supérieure aux seuils sont aussi publiés en espagnol au Journal officiel espagnol (*Boletín Oficial del Estado*).

I. Les marchés d'une valeur supérieure aux seuils sont aussi publiés, en italien seulement, au Journal officiel italien (*Gazzetta ufficiale della Repubblica italiana*) et, sous forme résumée, dans deux journaux au moins, l'un à diffusion nationale et l'autre à diffusion régionale. Les marchés d'une valeur inférieure aux seuils sont publiés dans les journaux nationaux et les bulletins régionaux et locaux. L'information préalable doit obligatoirement être publiée chaque année au Journal officiel des Communautés européennes et dans deux journaux.

IRL. En général, la publicité est recommandée pour tous les marchés sauf les moins importants, par exemple pour ceux dont la valeur dépasse 10 000 livres irlandaises. La nature précise de cette publicité dépend de l'évaluation et de la nature du marché. Pour les marchés d'une valeur inférieure aux seuils, la publicité paraît normalement dans deux journaux nationaux

au moins, et dans la presse internationale s'il y a lieu. Bien que cela soit facultatif, de nombreux marchés d'une valeur inférieure aux seuils financés à l'aide de fonds communautaires sont publiés au Journal officiel des Communautés européennes.

L. Les avis sont aussi publiés dans les journaux luxembourgeois, mais les renseignements sont moins détaillés.

P. Les avis sont publiés en portugais dans la troisième série du Journal officiel portugais (*Diário da República*) et dans deux grands journaux.

S. La publication des invitations à soumissionner n'est pas obligatoire pour les marchés d'une valeur inférieure aux seuils. Les avis concernant ces marchés sont cependant publiés parfois dans les journaux suédois pour des raisons commerciales.

SF. Les avis concernant les marchés que comptent passer les entités adjudicatrices finlandaises sont aussi publiés en finnois ou en suédois dans le supplément du Journal officiel de Finlande (*Julkiset hankinnat*). La publication des avis de marchés d'une valeur supérieure aux seuils communautaires est obligatoire, mais de nombreuses entités adjudicatrices publient aussi de leur plein gré des avis pour les marchés d'une valeur inférieure.

**b) L'ampleur et la forme de la publicité diffèrent-elles selon les procédures d'appel d'offres utilisées et/ou selon la valeur du marché?**

L'avis ne peut dépasser une page du Journal, soit environ 650 mots (pour les secteurs traditionnels).

Les invitations à soumissionner pour les marchés de services non prioritaires (énumérés à l'annexe IB de la Directive sur les services) ne sont pas publiées.

En cas de procédure négociée, certains marchés peuvent, sous certaines conditions, être passés sans publication préalable d'un avis de marché. (Voir l'article 7.3 de la Directive sur les travaux et l'article 11.3 de la Directive sur les services.)

Dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, une procédure sans mise en concurrence préalable peut être suivie conformément à l'article 20.2.

Il n'existe aucune règle commune de publicité pour les marchés d'une valeur inférieure aux seuils. Chaque pays a sa propre législation, qui prévoit généralement une publication au niveau national.

**c) Quels sont les détails du marché envisagé qui sont normalement rendus publics? Y a-t-il un ensemble minimum de renseignements qu'il faut rendre publics? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions.**

Travaux: les avis doivent préciser les informations requises selon les modèles figurant aux annexes IV, V et VI de la Directive sur les travaux.

Autres services: les avis doivent préciser les informations requises selon les modèles figurant aux annexes III et IV de la Directive sur les services.

Secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications: la mise en concurrence peut être effectuée au moyen d'un avis établi conformément à l'annexe XII, partie A, B ou C, d'un avis périodique indicatif établi conformément à l'annexe XIV, ou d'un avis sur l'existence d'un système



de qualification établi conformément à l'annexe XIII. Pour les concours, la mise en concurrence est effectuée au moyen d'un avis établi conformément à l'annexe XVII.

Il existe des formulaires normalisés à l'intention des entités adjudicatrices, mais leur emploi n'est pas (encore) obligatoire.

**d) La documentation complète relative à l'appel d'offres est-elle obtenue contre paiement? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions et d'indiquer comment ce paiement est fixé.**

Selon les directives, les cahiers des charges et les documents complémentaires doivent être envoyés aux prestataires de services par les pouvoirs adjudicateurs ou les services compétents dans les six jours suivant la réception de la demande. Toutefois, lorsque les offres ne peuvent être faites qu'après examen d'une documentation volumineuse telle que de longues spécifications techniques, après une visite des lieux ou après consultation sur place de documents annexés au cahier des charges, il en est tenu compte pour fixer des délais adéquats.

Le fait qu'un paiement soit exigé ou non pour la remise de la documentation complète dépend de la législation nationale.

A. En vertu de la section 25 du *Bundesvergabegesetz*, le paiement exigé pour remettre le dossier d'appel d'offres dans le cas de la procédure ouverte doit correspondre au coût de reproduction de ce dossier plus les frais postaux. Une caution peut être demandée pour les documents qui sont remis gratuitement et doivent être restitués à l'entité adjudicatrice.

B. Si un paiement est exigé, il ne peut excéder le coût de duplication et d'envoi du dossier.

D. En cas de procédure ouverte, le paiement exigé pour remettre la documentation complète ne peut excéder le coût de duplication. En cas de procédure restreinte ou de procédure négociée, aucun paiement n'est exigé.

DK. Dans le domaine du bâtiment et des travaux publics, un paiement (caution) est habituellement exigé pour remettre le dossier d'appel d'offres. La caution est restituée lorsque le dossier est rendu en bon état. Pour les marchés de fournitures et de services, il n'y a aucun usage établi. Le dossier est communiqué tantôt gratuitement, tantôt contre paiement d'une somme (parfois remboursable lorsque le dossier est rendu).

E. Un paiement peut être exigé, mais il doit alors être indiqué dans l'appel d'offres.

EL. Le paiement exigé pour remettre le dossier complet de l'appel d'offres correspond au coût de reproduction du dossier.

F. Le dossier complet de l'appel d'offres peut être obtenu gratuitement auprès de l'entité adjudicatrice. Les collectivités territoriales peuvent demander le versement d'une caution, qui sera remboursée au candidat lorsque celui-ci fera son offre.

I. Le paiement exigé pour remettre le dossier d'appel d'offres correspond au coût de reproduction du dossier.

IRL. Il est courant de demander le versement d'une caution pour la remise du dossier. Toutefois, il est recommandé que cette caution soit remboursable intégralement à réception d'une offre de bonne foi qui n'est pas ensuite retirée. Le montant de la caution, qui ne doit

pas être excessif, est calculé en fonction du coût marginal de préparation du dossier, c'est-à-dire le coût de reproduction et de délivrance des documents, y compris tous les frais généraux tels que la main-d'oeuvre, les matériaux, les frais de reproduction, les frais postaux, etc. Le coût marginal ne comprend pas le coût de réalisation du dossier originel. La fixation de redevances ou de cautions ne peut servir à entraver la libre concurrence.

L. La législation nationale dispose que le formulaire de transmission et le cadre de référence sont envoyés gratuitement. Toutefois, si le dossier contient des cartes ou d'autres pièces, le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de payer le coût de ces documents. Les paiements exigés sont néanmoins remboursés à tous les candidats qui présentent une offre.

NL. Comme chaque entité est responsable de ses propres marchés, elle est libre d'exiger ou non un paiement pour le dossier d'appel d'offres. S'il y a un paiement, celui-ci est généralement calculé en fonction des coûts. Il est conseillé aux entités de fixer les paiements de façon non discriminatoire.

P. Le paiement exigé est directement fonction du coût de la procédure.

S. En ce qui concerne les marchés d'une valeur supérieure ou inférieure aux seuils, l'entité adjudicatrice est libre d'exiger un paiement pour la remise du dossier d'appel d'offres et d'en fixer le montant, à condition que ce paiement ne soit pas excessif pour certaines catégories de fournisseurs.

SF. Il n'y a aucune pratique uniforme dans ce domaine. En principe, les entités adjudicatrices peuvent facturer un prix raisonnable pour le dossier. Ce prix doit cependant être en rapport avec le coût réel de la fourniture du dossier par l'entité adjudicatrice.

UK. Les entités publiques peuvent facturer le dossier d'appel d'offres. La recommandation est qu'aucun paiement ne soit exigé mais, si tel est le cas, ce paiement doit être fonction du coût de production des jeux de documents supplémentaires.

**e) Des moyens électroniques sont-ils utilisés pour annoncer les possibilités de marchés? Quelle est la nature des systèmes qui sont en place? Des dispositions différentes en matière de passation des marchés sont-elles applicables aux marchés annoncés de cette manière? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions.**

La version électronique, accessible en direct, du Supplément S du Journal officiel des Communautés européennes est la banque de données Tenders Electronic Daily (TED). Comme le Journal officiel, TED est mis à jour cinq fois par semaine. Réalisé par l'Office des publications officielles des Communautés européennes, ce service est installé à la European Commission Host Organisation (ECHO) et est accessible dans de nombreux pays par l'intermédiaire d'Official Gateways.

Outre les possibilités de connexion indiquées ci-dessus, l'utilisateur peut consulter les bases de données d'ECHO sous environnement Windows grâce à une interface graphique conviviale ("Windows access to Central Host"). Watch-ECHO peut être téléchargé à partir d'Internet (<http://www2.echo.lu/echo/en/menuecho.html>).

De plus, les services de la Commission travaillent actuellement sur un projet pilote dénommé SIMAP (Système d'informations marchés publics) visant à créer un réseau électronique sur les marchés publics à l'échelle de l'UE, afin de rendre le processus plus efficace, plus fiable, plus rapide et,

finalement, moins coûteux pour les acheteurs et les fournisseurs. Ce système devrait être entièrement opérationnel d'ici à l'an 2000. Le site d'accueil Internet est accessible à l'adresse suivante: <http://194.78.31.74:8087/>.

Prescriptions énoncées concernant les fournisseurs potentiels

**6. a) Existe-t-il des prescriptions en matière d'enregistrement, de résidence ou autres concernant les fournisseurs potentiels?**

Il n'y a aucune prescription en matière de résidence.

Les directives sur les travaux et sur les services ne portent pas préjudice à l'application, au niveau national, des règles relatives aux conditions d'exercice d'une activité ou d'une profession, à condition qu'elles soient compatibles avec le droit communautaire. En outre, tout soumissionnaire peut être invité à justifier de son inscription au registre professionnel ou au registre du commerce. (Voir l'article 25 de la Directive sur les travaux et l'article 30 de la Directive sur les services.)

La forme juridique des soumissionnaires ou des candidats ne peut être invoquée pour rejeter l'offre, à condition que, en vertu du droit de l'Etat membre où ils ont leur établissement, les soumissionnaires ou les candidats soient habilités à exercer l'activité de service concernée. Toutefois, les personnes morales peuvent être tenues d'indiquer le nom et les qualifications professionnelles des personnes qui seront chargées de l'exécution du service en question. Si une offre est soumise par un groupement de prestataires de services, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne peut être exigée pour la présentation de l'offre, mais elle peut l'être une fois le marché attribué au groupement. (Voir l'article 21 de la Directive sur les travaux, l'article 26 de la Directive sur les services et l'article 33 de la Directive applicable aux entreprises de services publics.)

**b) Quelle est la nature de toutes conditions de participation exigées des fournisseurs, par exemple garanties financières, réputation commerciale et qualifications techniques? Les conditions de participation varient-elles selon la nature du processus de passation et/ou la valeur du marché envisagé?**

**i) Secteurs traditionnels**

La participation à l'appel d'offres est subordonnée à certaines conditions.

La participation d'un prestataire de services à un marché peut être refusée dans certaines circonstances, telles que la faillite (et les autres procédures applicables en cas de cessation de paiement), une condamnation pénale, une faute professionnelle grave, le non-respect des obligations à l'égard de la sécurité sociale ou du fisc, et une fausse déclaration lors de la présentation des renseignements exigibles concernant les critères qualitatifs ou la non-présentation de ces renseignements. (Voir l'article 24 de la Directive sur les travaux et l'article 29 de la Directive sur les services.)

En ce qui concerne la justification de la capacité financière et économique du prestataire, les pouvoirs adjudicateurs précisent, dans l'avis de marché ou l'invitation à soumissionner, les références à produire. Certaines de ces références sont mentionnées dans les directives, par exemple: déclarations de banques, assurance contre les risques professionnels, bilan ou déclaration de chiffre d'affaires du prestataire. (Voir l'article 26 de la Directive sur les travaux et l'article 31 de la Directive sur les services.)

La capacité du prestataire de fournir les services peut être évaluée en vertu notamment de son savoir-faire, de son efficacité, de son expérience et de sa fiabilité. Les directives indiquent plusieurs moyens de déterminer les capacités techniques du prestataire selon la nature, la quantité et l'utilisation des services à fournir. Le pouvoir adjudicateur précise celles des références qu'il entend obtenir, en prenant en considération les intérêts justifiés du prestataire de services en ce qui concerne la protection des secrets techniques ou commerciaux de son entreprise. Il peut exiger la production de certificats établis par des organismes indépendants, attestant la conformité des services à certains systèmes d'assurance de qualité fondés sur les normes européennes. (Voir l'article 27 de la Directive sur les travaux et les articles 32 et 33 de la Directive sur les services.)

ii) Services publics

Les règles concernant les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications sont beaucoup moins détaillées. La Directive applicable aux entreprises de services publics ne contient aucune règle équivalente concernant l'aptitude technique ou financière; elle prévoit simplement que la sélection des candidats (en cas de procédure restreinte ou de procédure négociée) se fait en accord avec les règles et les critères objectifs que les pouvoirs adjudicateurs ont définis et qui sont à la disposition des prestataires de services intéressés. Ces critères peuvent inclure les critères d'exclusion énumérés dans les directives sur les travaux et sur les services (voir ci-dessus). En tout état de cause, la procédure de sélection doit tenir compte de la nécessité d'assurer une concurrence suffisante.

Il n'existe pas non plus de règles détaillées concernant les systèmes de qualification (voir ci-dessus). Malgré cela, les entreprises de services publics doivent cependant, dans la pratique, s'attacher aux mêmes facteurs et accepter les mêmes moyens de preuve que ceux qui sont prévus dans les autres directives. (Voir l'article 31 de la Directive applicable aux entreprises de services publics.)

**c) Existe-t-il des listes de fournisseurs agréés? Dans l'affirmative, quelles sont les procédures permettant de vérifier la capacité des entreprises qui demandent à figurer sur les listes de soumissionnaires? Les listes de fournisseurs agréés, s'il en existe, sont-elles régulièrement revues/mises à jour?**

i) Secteurs traditionnels

Les Etats membres peuvent avoir des listes officielles de prestataires de services agréés, mais la plupart n'en ont pas. Ces listes doivent être conformes aux dispositions des directives qui concernent les critères de sélection qualitative (voir ci-dessus). L'inscription d'un prestataire de services certifiée par les organismes compétents sur une liste officielle constitue, à l'égard des pouvoirs adjudicateurs des autres Etats membres, une présomption d'aptitude à la prestation de services correspondant au classement du prestataire par rapport à la plupart des critères de sélection qualitative. (Voir l'article 29 de la Directive sur les travaux et l'article 35 de la Directive sur les services.)

ii) Services publics

Les entités adjudicatrices peuvent, si elles le souhaitent, établir et gérer un système de qualification de fournisseurs, d'entrepreneurs ou de prestataires de services. Un avis informatif est publié au Journal officiel des Communautés européennes. Ce système

repose sur des règles et des critères objectifs et fait référence, s'il y a lieu, aux normes européennes. La mise à jour des règles et des critères est possible. Le refus de qualification ou l'intention de mettre fin à la qualification doivent être motivés et notifiés aux candidats ou aux prestataires de services.

Lorsqu'il existe un système de qualification et qu'un avis de qualification constitue le seul moyen de mise en concurrence, la sélection des candidats en vue de l'établissement de la liste des soumissions pour certains marchés doit se faire sur la base des fournisseurs ou des marchés sélectionnés au titre du système. (Voir l'article 30 de la Directive applicable aux entreprises de services publics.)

#### Critères d'évaluation des offres et d'adjudication

**7. a) Quels sont les critères qui sont pris en considération pour l'adjudication des marchés? Les critères pour l'adjudication des marchés sont-ils communiqués à l'avance aux fournisseurs potentiels?**

Les critères sur lesquels le pouvoir adjudicateur se fonde pour attribuer les marchés (sans préjudice des dispositions législatives, réglementaires ou administratives nationales relatives à la rémunération de certains services) sont le plus bas prix ou l'offre la plus avantageuse.

Les critères d'attribution doivent être indiqués à l'avance. En outre, lorsque le marché doit être attribué au soumissionnaire qui fait l'offre économiquement la plus avantageuse, le pouvoir adjudicateur doit indiquer les critères d'attribution dont il prévoit l'application, si possible dans l'ordre décroissant de l'importance qu'il leur accorde. Ces critères peuvent être les suivants: qualité, valeur technique, caractère esthétique et fonctionnel, assistance technique et service après-vente, date de livraison, délai de livraison ou d'exécution, prix, etc.

**b) La passation des marchés est-elle soumise à des dispositions relatives aux opérations de compensation, par exemple prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, prescriptions relatives au transfert de technologies et prescriptions en matière d'échanges compensés?**

Non. Toutefois, en ce qui concerne les services publics, il existe une disposition qui crée une sorte de préférence communautaire et favorise donc les éléments d'origine nationale. Voir ci-après la réponse à la question 9 (article 36 de la Directive applicable aux entreprises de services publics).

**c) La préférence est-elle donnée à des entreprises ou groupes d'entreprises particuliers? Dans l'affirmative, prière de fournir des précisions.**

Non.

**d) Les critères en matière de passation des marchés diffèrent-ils selon le secteur ou le domaine de l'économie?**

Non.

**e) Quelle est la marge de choix ou d'appréciation laissée à l'autorité contractante? De quoi l'éventuelle marge d'appréciation laissée à l'autorité contractante dépend-elle?**

Si le critère est le prix le plus bas, l'adjudication est automatique. Toutefois, les offres anormalement basses peuvent être refusées sous certaines conditions.

Dans le cas de l'offre la plus avantageuse, les critères doivent être fixés d'avance. Ces critères sont objectifs dans le sens où ils doivent porter sur les caractéristiques de la prestation des services ou sur les modalités d'exécution et non sur les qualités subjectives des fournisseurs. En tout état de cause, les pouvoirs adjudicateurs ne jouissent pas d'une liberté de choix inconditionnelle.

#### Divulgaration des offres reçues et des adjudications

#### **8. a) De quelle manière les soumissions sont-elles reçues, enregistrées et ouvertes?**

La réception, l'enregistrement et l'ouverture des soumissions sont régis par la législation nationale. La Communauté européenne indique seulement que, en cas de procédure ouverte, le jour, l'heure et le lieu de l'ouverture doivent être mentionnés dans l'avis d'appel d'offres, ainsi que les personnes autorisées à assister à l'ouverture des plis.

A. En vertu de la section 32 du *Bundesvergabegesetz 1993*, les offres doivent être soumises sous enveloppe cachetée à l'entité adjudicatrice, qui enregistre le jour et l'heure exacte de réception. Les renseignements concernant les offres reçues, notamment le nom des soumissionnaires et le nombre d'offres, ne sont pas divulgués. Les soumissions sont conservées en lieu sûr jusqu'au dépouillement. Selon la section 33 de la même loi, en cas de procédure ouverte ou de procédure restreinte, les plis doivent être ouverts à l'heure et au lieu spécifiés, dès l'expiration de la période de soumission indiquée dans le dossier d'appel d'offres. Le dépouillement est fait par une commission comprenant au moins deux représentants compétents de l'entité adjudicatrice. Les soumissionnaires peuvent être représentés au dépouillement; ils ne peuvent en être exclus que pour des motifs importants. S'ils en sont exclus, la commission doit comprendre au moins trois représentants compétents de l'entité adjudicatrice. En cas de procédure négociée, aucune ouverture officielle des plis n'est exigée. Selon une directive gouvernementale, la réglementation pertinente figurant dans la norme "ONORM A 2050 - adjudication des marchés de services", en date du 1er janvier 1993, doit être appliquée à l'ouverture des plis. Cela signifie aussi qu'il faut faire connaître, au moment de l'ouverture, certains prix unitaires ou les prix de certaines positions, qui peuvent ensuite changer.

B. Selon la législation belge, les soumissions doivent être envoyées sous pli ordinaire ou recommandé ou remises en mains propres à l'entité adjudicatrice. Pour garantir leur caractère confidentiel, elles sont insérées dans une seconde enveloppe anonyme. Les plis sont ouverts en public (procédure ouverte) ou en présence des soumissionnaires (procédure restreinte) par une commission d'ouverture créée par l'entité adjudicatrice. Lorsque le critère d'adjudication est le prix le plus bas, les prix sont révélés à ce moment-là. Il est dressé un procès-verbal des opérations d'ouverture, qui peut être consulté par les personnes présentes. Aucune négociation des soumissions n'est autorisée. En cas de procédure négociée, il n'y a pas d'ouverture des plis en public.

D. La date d'arrivée doit être marquée sur les plis, lesquels ne sont pas ouverts et doivent rester cachetés jusqu'au jour de leur ouverture. A l'expiration de la période de soumission, les plis peuvent être ouverts par le président et deux représentants du pouvoir adjudicateur, sans que les soumissionnaires soient présents. Une note indiquant le nom du soumissionnaire, le prix et les offres secondaires éventuelles doit être rédigée. Le soumissionnaire n'y a pas accès. Après l'ouverture des plis et jusqu'à ce que le marché soit attribué, les négociations entre le soumissionnaire et le pouvoir adjudicateur ne sont pas autorisées.

DK. Les soumissions sont reçues selon les modalités prescrites dans les directives de l'UE. L'enregistrement se fait conformément aux procédures fixées par chaque administration. Dans le domaine du bâtiment et des travaux publics, les soumissionnaires ont le droit d'être présents

à l'ouverture des plis. Dans les domaines des fournitures et des services, les institutions publiques ne sont pas tenues d'autoriser les soumissionnaires à assister à l'ouverture des plis. En pratique, certaines le font et d'autres pas.

E. Les offres sont reçues par le bureau d'enregistrement de chaque entité et ouvertes par un collège composé de représentants officiels.

EL. La législation grecque contient des dispositions complètes sur la réception, l'enregistrement et l'ouverture des soumissions afin d'assurer la publicité et la transparence. Les offres, accompagnées de tous les autres documents requis, sont remises ou envoyées en recommandé sous enveloppe cachetée.

F. Les offres doivent être envoyées de façon anonyme, mais la date d'envoi doit être claire. Elles sont enregistrées, et un reçu est délivré à la personne qui remet l'offre. L'ouverture des plis est faite par une commission qui fait office de collège. En ce qui concerne les collectivités territoriales, la commission se compose de personnes élues par l'Assemblée. L'ouverture est donc conforme aux principes de pluralité et de représentativité.

I. La législation italienne dispose que la demande de participation à un appel d'offres doit être envoyée sous pli cacheté. Dans le cas d'une offre à caractère économique, elle doit être envoyée sous enveloppe cachetée et scellée à la cire. Les plis sont ouverts par la Commission d'évaluation. Ces règles s'appliquent à toutes les entités adjudicatrices.

IRL. Les soumissions sont reçues et enregistrées. Elles ne sont ouvertes qu'à la date prévue et simultanément, généralement en privé, mais en présence de plusieurs représentants officiels. Les soumissions tardives ne sont pas prises en considération et sont retournées sans avoir été ouvertes.

L. Les soumissions sont envoyées sous pli cacheté. En cas de procédure ouverte ou de procédure restreinte, elles sont ouvertes en présence des soumissionnaires, au jour et à la date prévus. Elles peuvent être envoyées par courrier recommandé ou remises en mains propres.

NL. La procédure varie selon le type de service à fournir et le type d'appel d'offres. En général, les plis sont ouverts simultanément en présence d'un jury impartial.

P. Les soumissions sont reçues et enregistrées par les services administratifs, puis ouvertes par un jury (*Júri de Abertura de Propostas*).

S. Dans le cas des marchés d'une valeur supérieure aux seuils, les soumissions ne peuvent être faites que sur des documents originaux, dans le délai fixé. Pour les marchés d'une valeur inférieure aux seuils, elles peuvent être faites par télégramme, télécopie ou autre moyen équivalent dans le délai fixé, si le soumissionnaire confirme sans tarder son offre au moyen d'un document portant sa signature. L'entité adjudicatrice décide elle-même du mode d'enregistrement des offres avant l'ouverture des plis. Les plis sont ouverts par deux personnes au moins, désignées par l'entité adjudicatrice présente. Si un soumissionnaire en fait la demande, une personne désignée par la Chambre de commerce peut aussi assister à l'ouverture. Dans ce cas, les frais supplémentaires sont à la charge du soumissionnaire qui a demandé la présence de cette personne.

SF. Il n'existe aucune pratique ni règle uniforme concernant la réception, l'enregistrement et l'ouverture des soumissions. Toutefois, en vertu du Décret sur les marchés publics, lorsque

les plis sont ouverts, il faut établir la liste de toutes les soumissions reçues. La Fédération des municipalités finlandaises a inclus des règles correspondantes dans sa Directive générale sur les marchés publics (1995).

UK. Dans bien des cas, les marchés de services comportent une procédure itérative avec une étape de mise en concurrence. Les consignes sur les procédures de passation des marchés à l'intention des ministères figurent dans la Directive n° 40 du Service central des marchés publics. La procédure de mise en concurrence se déroule de la façon suivante:

Toutes les réponses aux invitations à soumissionner doivent être conformes aux conditions des "soumissions sous pli cacheté". Chaque offre doit être soumise "cachetée" et conservée en lieu sûr par le service jusqu'au moment du dépouillement. Pour garantir l'équité et éviter la divulgation prématurée des prix d'adjudication ou d'autres irrégularités, toutes les soumissions doivent être ouvertes à la date prévue et enregistrées par le Conseil du dépouillement des soumissions. (Ce conseil doit être constitué officiellement et comprendre un président, qui est normalement un responsable d'un service des achats, un membre indépendant d'un service autre que celui des achats, et un secrétaire.)

Lorsque des offres sont faites autrement que par écrit, elles sont conservées en lieu sûr jusqu'à la date prévue.

**b) Les entités sont-elles tenues de rendre publics les détails des marchés adjugés et/ou d'aviser les soumissionnaires non retenus?**

Les pouvoirs adjudicateurs ou les entités adjudicatrices qui ont adjugé un marché ou organisé un concours doivent en faire connaître les résultats au moyen d'un avis d'information postérieur à l'adjudication, publié *in extenso* au Journal officiel des Communautés européennes et dans la banque de données TED dans les langues officielles de la Communauté, seul le texte de la langue originale faisant foi. Dans le cas des services publics, la publication n'est faite que dans la langue originale. Cette formalité doit être accomplie dans les 48 heures suivant l'adjudication.

Les renseignements à publier ne se limitent pas à la simple mention de l'adjudication du marché. Ils doivent indiquer les conditions auxquelles le marché a été attribué (c'est-à-dire les critères appliqués et le prix convenu). Toutefois, les renseignements concernant l'adjudication peuvent être omis dans certaines circonstances, à savoir lorsqu'ils risqueraient de nuire à l'adjudicataire ou d'être contraires à l'intérêt public. (Voir l'article 11.5 de la Directive sur les travaux, l'article 16 de la Directive sur les services et l'article 24 de la Directive applicable aux entreprises de services publics.)

De plus, pour chaque marché attribué, les pouvoirs adjudicateurs établissent un procès-verbal qui est communiqué à la Commission à sa demande. (Voir l'article 8.3 de la Directive sur les travaux et l'article 12.3 de la Directive sur les services.)

**c) Les entités sont-elles tenues de rendre publiques, ou de communiquer aux soumissionnaires non retenus, les raisons pertinentes pour lesquelles leur soumission a été rejetée?**

Le pouvoir adjudicateur doit communiquer, dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande, à tout candidat ou soumissionnaire écarté qui en fait la demande par écrit les motifs du rejet de sa candidature ou de son offre et, dans le cas d'une offre, le nom de l'adjudicataire. Les soumissionnaires non retenus peuvent demander des précisions à l'entité adjudicatrice s'ils ne sont pas satisfaits des explications données. (Voir l'article 8.1 de la Directive sur les travaux et l'article 12.1 de la Directive sur les services.)



De plus, le pouvoir adjudicateur communique aux candidats ou soumissionnaires qui en font la demande par écrit les motifs pour lesquels il a décidé de renoncer à passer un marché mis en concurrence ou de recommencer la procédure. Il informe aussi l'Office des publications officielles des Communautés européennes de cette décision. (Voir l'article 8.2 de la Directive sur les travaux et l'article 12.2 de la Directive sur les services.)

Traitement accordé aux services et/ou aux fournisseurs nationaux et étrangers

**9. Quels sont les lois, règlements, procédures ou pratiques en vertu desquels les services et/ou les fournisseurs nationaux bénéficient d'un traitement plus favorable que celui accordé aux services et/ou aux fournisseurs étrangers, ou les services et/ou les fournisseurs d'un membre bénéficient d'un traitement plus favorable que ceux d'un autre membre? Prière d'indiquer de quelle manière un traitement plus favorable est éventuellement accordé. Prière d'indiquer également la définition pratique du terme "national" s'agissant des services et des fournisseurs nationaux.**

Dans le droit communautaire, tous les fournisseurs appartenant à un Etat membre quelconque de la Communauté européenne doivent être traités sur un pied d'égalité. Le terme "national" s'entend donc comme désignant l'ensemble du territoire de la Communauté.

Le traitement accordé aux services et/ou aux fournisseurs étrangers dépend des accords multilatéraux ou bilatéraux signés par l'UE (voir la question 11).

L'article 36 de la Directive applicable aux entreprises de services publics contient une règle de préférence. Il s'applique aux offres contenant des produits originaires des pays tiers avec lesquels la Communauté n'a pas conclu, dans un cadre multilatéral ou bilatéral, un accord assurant un accès comparable et effectif des entreprises de la Communauté aux marchés de ces pays. Lorsque deux ou plusieurs offres sont équivalentes au regard des critères d'attribution (c'est-à-dire lorsque l'écart de prix n'excède pas 3 pour cent), préférence est donnée à l'offre contenant des produits dans lesquels la part des éléments originaires des pays tiers n'excède pas 50 pour cent de la valeur totale des produits qui la composent. En outre, s'il n'y a pas de soumissions équivalentes, les entités adjudicatrices peuvent rejeter les offres non communautaires telles qu'elles ont été définies. Cette règle s'applique quelle que soit la nationalité du soumissionnaire.

A la suite des sanctions imposées à la Communauté par les Etats-Unis en vertu du Titre VII de la Loi sur le commerce de 1988, la Communauté, jugeant ces sanctions déloyales et injustifiées, a pris des contre-mesures. Le Conseil a ainsi approuvé le Règlement n° 1461/93 concernant l'accès des soumissionnaires des Etats-Unis d'Amérique aux marchés publics (Journal officiel L 146, 17 juin 1993). Ce règlement a ensuite été complété par la Réglementation n° 1836/95 (Journal officiel L 183/4, 2 août 1995) à la suite de l'élargissement de la Communauté. Ces mesures s'appliquent sans préjudice des obligations de la Communauté et de ses Etats membres à l'égard des pays tiers et des obligations découlant de l'Accord sur les marchés publics.

Procédures pour entendre et examiner les plaintes/recours

**10. Quelles sont les procédures, s'il en existe, auxquelles peuvent avoir recours les parties, nationales et étrangères, pour déposer des plaintes contre l'adjudication d'un marché? Prière de fournir des renseignements détaillés.**

La règle est que tout entrepreneur qui considère qu'il a été lésé par une décision illégitime de la part d'un pouvoir adjudicateur peut introduire un recours contre cette décision. Il existe deux niveaux de recours: les procédures nationales et le contrôle au niveau de la Communauté européenne.

- i) En ce qui concerne les recours nationaux, la Communauté a publié deux directives (dites directives sur les recours, voir ci-dessus) portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des règles communautaires sur les procédures de passation des marchés. Ces directives visent à assurer que quiconque ait, en quelque lieu que ce soit, les mêmes droits concernant les procédures de recours.

Ces directives prévoient la création, dans chaque Etat membre, de juridictions dotées de pouvoirs réels de régler les litiges qui peuvent surgir entre les pouvoirs adjudicateurs et les entreprises, prestataires de services ou particuliers. Cela veut dire que, dans chaque Etat membre, il existe une instance juridiquement habilitée à régler les litiges dans le domaine des marchés publics. Toutefois, la nature de la juridiction peut varier d'un Etat membre à l'autre, ainsi que les recours possibles. Les organes de recours en première instance (instance de base) ne sont pas nécessairement de nature juridictionnelle, mais leurs décisions doivent toujours être motivées. Toutefois, dans ce cas, ces décisions doivent pouvoir faire l'objet d'un recours juridictionnel ou d'un recours auprès d'une autre instance qui soit une juridiction au sens de l'article 177 du Traité et qui soit indépendante par rapport à l'entité adjudicatrice et à l'instance de base. Cette instance indépendante prend ses décisions à l'issue d'une procédure contradictoire, et ces décisions ont, par les moyens déterminés par chaque Etat membre, des effets juridiques contraignants.

Les procédures de recours sont accessibles au moins à toute personne ayant ou ayant eu un intérêt à obtenir un marché déterminé et ayant été ou risquant d'être lésée par une violation alléguée.

Les Etats membres doivent veiller à ce que les organes de recours aient un minimum de pouvoirs leur permettant, premièrement, de prendre, dans les délais les plus brefs et par voie de référé, des mesures provisoires, y compris des mesures destinées à suspendre ou à faire suspendre la procédure de passation d'un marché public ou l'exécution de toute décision prise par l'entité adjudicatrice, deuxièmement, d'annuler les décisions illégales, et troisièmement, d'accorder des dommages-intérêts aux personnes lésées par la violation.

La Directive sur les recours en matière de services publics prévoit une procédure spéciale dénommée attestation. Elle donne aux entités adjudicatrices la possibilité de recourir à un système d'attestation par lequel elles font examiner périodiquement les procédures de passation des marchés par des instances indépendantes, en vue d'obtenir une attestation constatant que, à ce moment, celles-ci sont conformes au droit communautaire en matière de passation des marchés et aux règles nationales transposant ce droit.

Si les directives sur les recours n'ont pas été correctement transposées, les parties peuvent porter l'affaire qui les oppose à l'Etat membre en question devant un tribunal national de cet Etat en invoquant la jurisprudence de la Cour européenne de justice, selon laquelle l'Etat membre peut, sous certaines conditions, être reconnu responsable de transposition incorrecte des directives (voir les jugements de la Cour européenne de justice dans les affaires Francovitch et Brasserie du pêcheur).

Il existe aussi une procédure mixte. Tout tribunal national peut soulever une question préjudicielle devant la Cour européenne de justice de Luxembourg afin d'obtenir un jugement interprétant la disposition du droit communautaire applicable en la matière.

Au cours de cette procédure, la Commission peut intervenir et donner son opinion. Après la décision de la Cour, le tribunal national *a quo* doit statuer sur l'affaire en question conformément à l'interprétation donnée. (Voir l'article 177 du Traité CE.)

- ii) En ce qui concerne les procédures de recours de la Communauté européenne, les parties peuvent déposer une plainte auprès de la Commission des Communautés européennes, éventuellement au même moment que l'action en justice au niveau national, cette dernière ne constituant pas un préliminaire obligatoire au dépôt de la plainte. Une plainte peut être examinée à titre confidentiel et n'entraîne pas de frais.

La Commission examine la plainte et, lorsqu'elle considère qu'il y a eu violation des dispositions communautaires relatives aux marchés publics, elle peut entamer la procédure visée aux articles 169 et 170 du Traité, laquelle peut, à l'issue de consultations préalables entre la Commission et l'Etat membre, aboutir à l'adoption d'une décision par la Cour européenne de justice. Dans le cas où la Commission considère qu'une violation a été commise avant la conclusion d'un marché, une procédure spéciale est prévue à l'article 3 de la Directive sur les recours publics et à l'article 8 de la Directive sur les recours en matière de services publics.

La Commission peut aussi, en vertu de l'article 186 du Traité CE et de l'article 83 du Règlement de procédure de la Cour, demander à la Cour, par voie de référé, la suspension de la procédure de passation du marché.

## II. PARTICIPATION A DES ACCORDS PLURILATERAUX, REGIONAUX ET/OU BILATERAUX

### 11. **Le membre est-il partie à des accords plurilatéraux, régionaux et/ou bilatéraux comportant des dispositions relatives aux marchés publics? Dans l'affirmative, prière d'indiquer les dispositions pertinentes.**

Les Communautés européennes et leurs Etats membres sont parties à l'Accord sur les marchés publics conclu au niveau plurilatéral dans le cadre de l'OMC (Tokyo Round et Cycle d'Uruguay).

Les accords bilatéraux auxquels les Communautés européennes et leurs Etats membres sont parties et qui contiennent des dispositions relatives aux marchés publics sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Type d'accord	Parties contractantes à l'Accord	Description des dispositions relatives aux marchés publics
Accord sous forme d'échange de lettres concernant les marchés publics	Etats-Unis d'Amérique	Dispositions relatives aux marchés publics passés entre les parties. L'accord élargit notamment la portée des engagements des deux parties au titre de l'Accord sur les marchés publics.

Type d'accord	Parties contractantes à l'Accord	Description des dispositions relatives aux marchés publics
Accords "Europe"	Pologne Hongrie Bulgarie Roumanie Slovaquie République tchèque Slovénie Estonie Lettonie et Lituanie (pas encore ratifié)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'objectif des parties est d'ouvrir les marchés publics sur la base de la non-discrimination et de la réciprocité.</li> <li>- L'accord prévoit l'application progressive du principe du traitement national en ce qui concerne les procédures d'adjudication.</li> <li>- L'établissement, les opérations et les prestations de services ainsi que la circulation des travailleurs liés à l'exécution des marchés publics sont soumis à des dispositions générales régissant la circulation des travailleurs, l'établissement et les prestations de services entre les parties.</li> </ul>
EEE: Accord sur l'Espace économique européen	Islande Liechtenstein Norvège	Dispositions et arrangements spécifiques concernant l'application par les Etats non membres de la Communauté européenne de certaines dispositions du droit communautaire relatives aux marchés publics.
Convention ACP-CE de Lomé	Pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique)	Traitement préférentiel des personnes physiques et morales des pays ACP concernant la passation des marchés financés par le Fonds européen de développement dans le cadre du financement de la coopération.
Accords de partenariat et de coopération	Russie Ukraine	Les marchés publics sont considérés comme un domaine de coopération susceptible de développer les conditions d'adjudication ouverte et concurrentielle des marchés de fournitures et de services, grâce notamment aux appels d'offres.
Accord euroméditerranéen	Tunisie	Les parties s'efforcent de libéraliser de façon réciproque et progressive les marchés publics.
Accord euroméditerranéen	Israël	Les parties prennent des mesures pour ouvrir mutuellement leurs marchés publics et les marchés passés par leurs entreprises de services publics pour les fournitures, les travaux et les services, au-delà des obligations stipulées dans l'Accord sur les marchés publics.
Marchés publics passés par les opérateurs de télécommunications	Israël (signé, mais pas encore ratifié)	Ouverture réciproque des marchés publics et des marchés passés par les entreprises de télécommunications des parties pour les fournitures, les travaux et les services, au-delà des obligations stipulées dans l'Accord sur les marchés publics.

III. IMPORTANCE ECONOMIQUE DES MARCHES DE SERVICES

12. a) Prière de fournir des statistiques (s'il en existe) sur le nombre et la valeur des marchés de services:

- à la fois globalement et par secteur,
- par origine des services et des fournisseurs,

en se fondant sur la classification sectorielle des services reproduite dans le document MTN.GNS/W/120.

b) Prière de fournir des statistiques (s'il en existe) sur:

- la part des marchés de services dans l'ensemble des marchés;
- la part des marchés de chaque service dans la production nationale totale de ce service;
- la part des marchés de chaque service dans la consommation intérieure totale de ce service.

Aucune donnée précise n'existe dans ce domaine.